

Domaine : DROIT, ÉCONOMIE, GESTION Mention : DROIT DU PATRIMOINE

RNCP22450 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	K1901, K1902, K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Université de la Réunion

<http://www.univ-reunion.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Activités visées :

- Activité de conseil, de rédaction d'actes juridiques, de rédaction d'actes de procédure,
- Expertise juridique (droit des contrats, au droit des biens, au droit de la famille, au droit des régimes matrimoniaux et des successions, au droit des sociétés, au droit fiscal, au droit de l'urbanisme et de la construction, au droit rural)
- Expertise patrimoniale, ingénierie patrimoniale, conseil en stratégie patrimoniale et investissements, établissement et analyse de bilan patrimonial, gestion de patrimoine,
- Expertise immobilière.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences ou capacités évaluées

La structuration des enseignements offre aux étudiants l'acquisition de compétences, lesquelles se répartissent en trois niveaux :

- Des compétences générales
- Des compétences fondamentales, propres à la mention du diplôme
- Des compétences fondamentales spécifiques à chacun des parcours au regard des objectifs poursuivis par chacun d'entre eux.

Compétences générales :

- acquérir des connaissances de haut niveau de l'ensemble des disciplines au coeur et en périphérie de la sphère patrimoniale ou notariale
- acquérir une capacité d'analyse sur des questions fondamentales du droit privé
- assurer un conseil juridique
- analyser des actes juridiques (vente d'un bien immobilier, cession de fonds de commerce, garantie de passif, donation...)
- rechercher l'information et utiliser les Codes, ouvrages, revues et bases de données juridiques

- rédiger des travaux (rapport de stage, mémoire, note...)
- maîtriser les outils informatiques (logiciels de traitement de textes et de tableurs, les logiciels spécifiques à la profession (GENAPI))
- utiliser l'anglais dans un contexte professionnel
- suivre, mettre en place une méthode et/ou des procédures

Compétences fondamentales inhérentes à la mention, communes aux deux parcours :

- maîtriser les règles de fiscalité mobilière et immobilière applicable
- utiliser les techniques juridiques et fiscales en matière de transmission du patrimoine des particuliers et professionnels
- maîtriser les techniques juridiques et fiscales en matière de montages sociétaires
- estimer la valeur d'un bien immobilier

Compétences fondamentales spécifiques, propres à chacun des parcours :

Parcours patrimoine, les compétences résident notamment dans :

- l'application des techniques juridiques, fiscales et financières en matière de constitution du patrimoine des particuliers et professionnels
- la maîtrise des techniques juridiques, fiscales et financières d'optimisation du patrimoine
- l'analyse de la situation patrimoniale du client et la réalisation d'un bilan de sa structure patrimoniale
- le conseil des modèles légaux ou produits financiers adaptés

Parcours notarial, les compétences sont en particulier de savoir :

- rédiger des actes et maîtriser les techniques contractuelles
- analyser et conseiller sur les questions familiales et personnelles (régime matrimonial, divorce...)
- appliquer les techniques juridiques et fiscales pour les liquidations et partages de communautés et successions
- maîtriser les règles et techniques du droit immobilier
- gérer le processus de vente d'un bien immobilier, d'un fonds de commerce ou d'une cession de droits sociaux
- appréhender les règles de déontologie

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Secteurs d'activités

Le Master couvre tous les secteurs des activités juridiques :

- domaine de la famille,
- aspects de droit international privé de la famille,
- choix du régime matrimonial,
- analyse et stratégies patrimoniales,
- gestion et transmission des biens pour les particuliers et entreprises,
- droit de l'entreprise, montages sociétaires, pratique des contrats,
- fiscalité du patrimoine,
- publicité foncière, secteur de l'urbanisme et de la construction,
- droit rural, gestion des espaces, droit de l'environnement,
- déontologie de la profession de notaire et des métiers du patrimoine,
- stratégie et approche client.

Il intègre aussi une dimension financière appliquée à la sphère patrimoniale : actifs monétaires et financiers, techniques de capitalisation, financement des acquisitions de biens.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Type emplois accessibles

Le Master offre de par son panel de matières variées de nombreux débouchés :

Parcours patrimoine : banques (services dédiés : banque privée, agence habitat...), compagnies d'assurance et agents d'assurance, métiers de l'immobilier (agences immobilières, entreprises de promotion immobilière, négociation immobilière, expertise immobilière...), administrateurs de biens, sociétés de gestion et entreprises de conseil en patrimoine, carrières d'encadrement dans les moyennes et grandes entreprises (service juridique, contentieux, services financiers, services administratifs de gestion du patrimoine public), carrières judiciaires (magistrature, barreau, huissier, commissaire-priseur ...) et administratives (administration fiscale, conservation des hypothèques, musées nationaux...)

Parcours notarial : notaires, collaborateurs de notaires, clerks, directeurs ou cadres dans des structures en lien avec le notariat (CSN, CNEPN...), éditions juridiques notariales, généalogistes...

Le Master prépare aux concours et examens d'entrée à des carrières tant judiciaires (magistrature, barreau, huissier...) qu'administratives (administration fiscale, conservation des hypothèques, musées nationaux...).

Il permet l'accès à l'enseignement et la recherche juridique.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

La majorité des professions juridiques sont réglementées. Pour se présenter aux différents concours d'accès, il est souvent nécessaire d'être titulaire d'un Master de droit.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

oui

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury de Validation des Acquis de l'Expérience : 2/3 enseignants et 1/3 professionnels. Le président est le responsable du diplôme.

Minimum de 3 jurys

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
--	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Faculté de droit et d'économie de la Réunion

<http://www.univ-reunion.fr/formation/droit-economie-et-gestion/>

<http://www.univ-reunion.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/22450/>